

Mairie de CANVILLE les deux églises	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N°36 République Française
Nombre de membres En exercice : 11 Qui ont pris part A la délibération : 10 Date de la convocation : Date d'affichage : 14/09/2026 Objet de la délibération : <u>ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE 2027-2030 DU CENTRE DE GESION DE LA SEINE MARITIME</u> (Collectivités ayant délibéré pour participer à la consultation) Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture, publication et notification le : 24/09/2026 Signature et cachet : Monsieur le Maire FOSSEY Nicolas 	L'an deux mil vingt-six, le 22 septembre 2026 à 20H00, les membres du Conseil Municipal de la commune de CANVILLE-LES-DEUX- EGLISES se sont réunis dans la salle de la Mairie sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Maire, Nicolas FOSSEY, en date du 14/09/2026. <u>Présents :</u> Mesdames CERVEAU Josiane, ENGINGER Hélène, BOYARD CORDIER Valérie, PEREZ Isabelle. Messieurs BONAMY Mathieu, CHANEL Mickaël, DE RUSSON Sylvain, FOSSEY Nicolas, THOMAS Frédéric, VUYLSTEKE François. <u>Absent excusé sans avoir donné pouvoir :</u> Madame LEFEBVRE Stéphanie. <u>Secrétaire de séance :</u> Monsieur CHANEL Mickaël Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu le code des Assurances ; Vu le code Général de la Fonction Publique Territoriale ; Vu le code de la commande publique ; Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 26 ; Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 28 mars 2025 autorisant la mise en concurrence du contrat groupe d'assurance collective pour la période du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2030 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du 9 juillet 2026 autorisant le président du Centre de Gestion à signer le marché d'assurance statutaire, pour la période 2027/2030 avec la société retenue, à savoir RELYENS SPS/CNP Assurances.

Le Maire rappelle :

- que la commune a, par la délibération du 12 Novembre 2025, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine Maritime de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986;

Le Maire expose :

- que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats la concernant.

Compte tenu des éléments exposés, le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité décide d'accepter la proposition suivante :

Assureur : CNP ASSURANCES / RELYENS SPS
Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2027
Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents affiliés à la CNRACL :

Tous les risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire: 6.80 %

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et des agents contractuels de droit public :

Tous les risques avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire :1.00 %

Les services du Centre de Gestion assurant la gestion complète du contrat d'assurances en lieu et place de l'assureur, des frais de gestion seront dus au Centre de Gestion par chaque collectivité assurée. Ces frais s'élèvent à 0.15 % de la masse salariale assurée par la collectivité.

- D'autoriser la commune à adhérer au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime, à compter du 1^{er} janvier 2027.
- D'autoriser le Maire ou son représentant à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

